

CARLOS PEREZ VERDIA

Chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Dominique Moisi, conseiller spécial, Ifri

Passons maintenant à un continent qui a été quelque peu négligé dans cette sixième Conférence mondiale sur la gouvernance : l'Amérique latine. Nous avons le privilège d'accueillir parmi nous Carlos Pérez Verdía, directeur de cabinet au ministère des Affaires étrangères du Mexique. Il m'a expressément fait savoir qu'il souhaitait également parler de l'Amérique latine et pas uniquement du Mexique.

Carlos Pérez Verdía, chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Avant de me pencher sur l'Amérique latine, je souhaiterais aborder les principales questions qui touchent l'Amérique du Nord et qui auront un impact sur la façon dont l'Amérique latine évoluera et sera perçue dans les années à venir. Et là je voudrais parler essentiellement de deux choses : le commerce et l'énergie.

L'ALENA, l'Accord de libre-échange nord-américain, fête son 20^e anniversaire. L'augmentation du commerce a été vertigineuse ; nous avons franchi le cap d'un trillion d'USD en 2011, soit une augmentation d'un facteur 4 à 5. Pour vous donner une idée de ce que cela signifie au niveau bilatéral, le volume du commerce entre le Mexique et les États-Unis s'élève à plus d'un million d'USD par minute. Il ne s'agit pas seulement de volume du commerce, mais d'intégration également. Pour chaque dollar dépensé par les États-Unis pour les importations du Mexique, 40 cents reviennent aux États-Unis ; le chiffre comparable pour la Chine est seulement de 4 cents, c'est ici qu'on voit l'importance de l'intégration en termes de chaînes de production mais également en termes de société. Environ 65% des Mexicains ont une perception positive des États-Unis, et c'est vraiment remarquable sachant que nos relations ne présentent pas que des avantages, mais posent également beaucoup de problèmes.

Les questions commerciales qui détermineront l'évolution future de l'Amérique du Nord sont, tout d'abord, le commerce transatlantique et l'investissement avec l'Europe, mais seuls les États-Unis seront à la table des négociations ; je pense que nous aurions tous aimé être là pour négocier en tant que partenaires ; et deuxièmement, nous faisons bien sûr tous partie du PTP. Le Canada, le Mexique et les États-Unis doivent donc veiller à ce que ces traités ne diluent pas les avantages de l'ALENA.

En ce qui concerne l'énergie, nous avons parlé du Canada au déjeuner, et les chiffres des États-Unis sont tout aussi impressionnants. Au cours des 5-6 dernières années, les États-Unis sont passés d'une production de cinq millions de barils par jour à huit millions par jour, et selon certaines estimations, ils produiront un million de barils supplémentaires par jour au cours des 5-6 prochaines années, ce qui est impressionnant. Les prix du gaz aux États-Unis représentent peut-être un quart ou un cinquième des prix du gaz en Europe, mais ils sont également moitié moindres qu'au Mexique, et bien entendu, ce n'est pas parce que les réserves de pétrole et de gaz s'arrêtent à la frontière mais parce que le Mexique a été relativement inefficace dans ses investissements. Cependant, la bonne nouvelle est que le Congrès mexicain a voté, il y a trois jours, une grande réforme qui ouvre le secteur de l'énergie aux investissements pour la première fois depuis 1938.

Nous nous focalisons sur l'Amérique du Nord qui a le potentiel d'être incroyablement efficace et compétente. Il y a bien sûr d'autres problèmes, tels que la sécurité et la migration, mais l'important est de nous concentrer sur une relation multithématique. Nous n'avons pas parlé de l'annonce de John Kerry il y a deux semaines portant sur l'abandon de la doctrine Monroe, laquelle définissait les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. En fait, elle définissait aussi les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, mes amis européens devraient donc faire leurs bagages et se tenir prêts à venir nous rendre visite.

Qu'est-ce que cela implique pour l'Amérique latine ? Il existe bien sûr plusieurs modèles politiques différents en Amérique latine, et ceux-ci font généralement les gros titres, mais nous pensons que nous devons aller vers plus



d'intégration et que cela passe par l'intégration commerciale. Nous avons ici deux pôles, ou un continuum. A une extrémité de ce continuum, nous avons Cuba où nous pouvons observer des développements intéressants, et la réaffirmation de son modèle économique, qui est à suivre de près ; oui, c'est bien ce que j'ai dit, ce modèle est à suivre de près. Nous voyons le secteur privé gagner du terrain à Cuba, ce qui est très intéressant. A l'autre extrémité du continuum, nous avons l'Alliance pacifique, qui est une initiative regroupant le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique, soit au total 200 millions d'habitants. Si c'était un pays, ce serait le huitième plus grand pays du monde. Ces chiffres sont certes impressionnants, mais la vitesse à laquelle les choses ont bougé est tout aussi impressionnante ; depuis début 2012, nous avons réussi à supprimer la plupart de nos barrières commerciales, les 5% restantes devraient suivre dans les années à venir. Nous allons également vers une intégration financière et un mouvement du travail. Nous n'avons jamais discuté de ces questions auparavant en Amérique latine, nous sommes donc très excités.

A l'instar de l'Amérique du nord, l'Amérique latine doit faire face à nombre d'autres problèmes et défis. Le point positif en ce qui concerne la drogue, la sécurité et les droits de l'homme est que nous en discutons au niveau régional, et nous comptons beaucoup sur l'Organisation des États américains et sur les discussions de l'*US General Assembly 2016* consacrées à la drogue pour nous guider et nous dire dans quel sens aller.